ASSEMBLÉE NATIONALE

1er juin 2021

RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 4078)

Retiré

AMENDEMENT

N° 103

présenté par

Mme Untermaier, Mme Karamanli, M. Vallaud, M. David Habib, M. Aviragnet, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. Hutin, Mme Jourdan, M. Juanico, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, M. Letchimy, Mme Manin, M. Naillet, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Vainqueur-Christophe, Mme Victory et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE 18

I. – Après l’alinéa 4, insérer l’alinéa suivant :

« Lorsque les faits sont commis aux fins d’exposer les mêmes personnes à un risque direct d’atteinte aux biens que l’auteur ne pouvait ignorer, la peine est fixée à un an d’emprisonnement et à 15 000 euros d’amende. »

II. – En conséquence, à l’alinéa 2, supprimer les mots :

« ou aux biens ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe socialistes et apparentés vise à distinguer les atteintes aux personnes et les atteintes aux biens.

Ainsi le fait d’exposer un individu à des atteintes à ses biens devra logiquement être punie moins sévèrement que l’exposition à des atteintes à la personne. Il en va de la proportionnalité de la mesure et donc de sa conformité à l’article 8 de la Déclaration des droits de l’Homme et du citoyen de 1789.